

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Boulevard Vauban - B.P.1040 — 26030 VALENCE CEDEX

Téléphone : 75-79-26-00 — Télex 345.395

Direction
des Relations avec les Collectivités Locales
et de l'Aménagement du Territoire

2ème Bureau
Poste tél. : 2376
NL/MDC

ARRÊTÉ n° 5627

Le Préfet
du département de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, articles 1, 3, 17 et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les instructions ministérielles ;

VU la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative aux enquêtes publiques et son décret d'application n° 85.453 du 23 avril 1985 ;

VU les rubriques n° 89.1, n° 376 bis 2, n° 211 B 1, n° 355 A, n° 153 bis A, n° 253 C, n° 361 B 2, n° 261 bis, de la nomenclature des installations classées ;

VU la circulaire du 20 août 1985 relative aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées ;

VU la demande présentée le 23 juin 1989 et complétée les 10 octobre 1989 et 3 novembre 1989 par l'UCAB, en vue de régulariser la situation administrative de son établissement de fabrication d'aliments pour bétail implanté en zone industrielle sur le territoire de la commune de Crest ;

VU en date des 27 octobre 1989 et 8 novembre 1989, l'avis de M. l'Inspecteur des installations classées à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU en date du 28 novembre 1989 la décision de M. le Président du Tribunal Administrative de Grenoble désignant M. Michel EYMAS demeurant quai Saint Jean 26430 SAILLANS (Drôme) en tant que Commissaire-enquêteur ;

VU en date du 18 DEC. 1989 , l'arrêté n° 13503 portant mise à enquête publique pour une durée d'un mois du 21 février 1990 au 22 mars 1990 inclus sur le territoire de la commune de Crest (Drôme) ;

VU le registre d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 21 février 1990 au 22 mars 1990 inclus ainsi que le rapport et les conclusions avec avis favorable du commissaire-enquêteur transmis le 9 avril 1990 ;

VU les avis favorable des Conseils municipaux de Aouste sur Sye, Divajeu, Chabrillan, Eurre, Crest le Conseil municipal de Vaunaveys la Rochette ne s'étant pas prononcé sur ce dossier ;

VU les avis exprimés par les services concernés au cours de l'instruction :

- M. le Ministre de l'Agriculture et de la Forêt (direction de la Protection et des échanges) en date du 25 janvier 1990,
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 2 mars 1990,
- M. le Directeur départemental de l'Equipement du 9 avril 1990,
- M. le Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales du 21 mars 1990,
- M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Politique Social Agricole du 7 mars 1990,
- M. le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours du 8 mars 1990,
- M. le Chef du Service interministériel des Affaires civiles et économiques de Défense et de la Protection civile du 8 mars 1990,

- M. le Chef de la Section Domaine de la SNCF en date du 6 avril 1990,

VU en date du 27 septembre 1990, l'avis prononcé par le Conseil départemental d'hygiène sur le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 27 août 1990 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé au pétitionnaire, le 23 OCT. 1990

SUR la proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1

L'arrêté d'autorisation n° 1998 du 23/07/1985 et le récépissé de déclaration n° 41.86 du 31/07/1986 sont abrogés.

ARTICLE 2

L'Union des Coopératives Agricoles de la Drôme et de l'Ardèche pour l'Elevage et l'Alimentation du Bétail U.C.A.B. - dont le siège social est à CREST (26400), est autorisée à exploiter son établissement de fabrication d'aliments pour bétail implanté en zone industrielle sur le territoire de la commune de CREST (Drôme).

L'établissement comprend les installations classées suivantes :

ACTIVITES	N°	CLASSEMENT
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage ou décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels, artificiels ou synthétiques, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installations étant supérieure à 200 KW	89.1	Autorisation
Silos de stockage de céréales, graines, produits alimentaires ou tous produits organiques dégageant des poussières inflammables, le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur à 15 000 m ³ et la puissance installée de l'ensemble des machines fixes, hors ventilation, concourant au fonctionnement des installations est supérieure à 500 KW.	376 bis	Autorisation
Dépôt de gaz combustible liquéfié en réservoir fixe (vrac), la capacité nominale totale du dépôt étant de 52 m ³	211.B.1	Déclaration
Appareils imprégnés de polychlorobiphényles en exploitation contenant plus de 30 litres de produit.	355.A	Déclaration

ARTICLE 3

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions *JOINTES* au présent arrêté ; ces prescriptions sont applicables immédiatement. Elle est accordée sous réserve, également, des prescriptions nouvelles susceptibles d'être édictées par l'administration en tant que de besoins, conformément à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977.

I - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1.1 GENERALITES

1.1.1. Implantation et exploitation :

L'établissement sera situé, installé et exploité conformément à la demande et aux documents annexés sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'installation sera équipée et exploitée de manière à éviter que son fonctionnement puisse être à l'origine des dangers en inconvénients visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

1.1.2. Circulation

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, constamment dégagées et maintenues en bon état de propreté. Elles seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

1.1.3. Ligne SNCF

Aucun dépôt de matières inflammables ne devra être entreposé à moins de vingt mètres de la limite légale du chemin de fer, conformément à la loi du 15/07/1845 sur la police des chemins de fer.

1.2 PRECAUTIONS CONTRE LES BRUITS ET VIBRATIONS

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables, notamment en ce qui concerne les normes d'émission sonore en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront la vérification de la conformité de l'installation.

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les niveaux - limites admissibles en limite de propriété :

JOUR (7 h - 20 h).....65 dB (A)

PERIODES INTERMEDIAIRES (6 h - 7 h et 20 h - 22 h)... 60 dB (A)

NUIT (22 h - 6 h)..... 55 dB (A)

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais afférents seront supportés par l'exploitant.

1.3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

1.3.1. Généralités

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

1.3.2 Limitation des émissions de poussières

Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières doivent être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage devra permettre sans dilution le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 100 mg/N.m³. En outre, le flux total de poussières rejetées dans l'atmosphère sera inférieur à 5 Kg/h.

Les caractéristiques des conduits d'évacuation de l'air traité doivent être conformes aux dispositions de l'instruction ministérielle du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas des installations émettant des poussières fines.

Toutes précautions seront prises afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement lors du chargement ou du déchargement des produits.

La conception et la fréquence d'entretien de l'installation devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.

Au cours de la campagne suivant la parution du présent arrêté, ou à la demande de l'Inspecteur des installations, des contrôles pondéraux des teneurs en poussières de l'air rejeté devront être effectués. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

1.4 PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

1.4.1. Généralités

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore.

Les rejets en puits perdu sont interdits, exceptés ceux des eaux pluviales.

Les lieux de stockage et de manutention des hydrocarbures et ceux où sont vidangés les engins seront pourvus d'aires de rétention étanches. Les eaux pluviales recueillies devront être rejetées dans les conditions de l'alinéa suivant.

Les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative au rejet des eaux résiduaires des installations classées. Elles devront d'autre part, satisfaire aux réserves suivantes :

- . Le pH sera compris entre 5,5 et 8,5
- . La température de l'effluent rejeté sera inférieure à 30 °C
- . L'effluent ne contiendra aucun produit susceptible de dégager en réseau ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.
- . L'effluent sera débarrassé de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ou d'entraver leur bon fonctionnement,

- . La teneur en hydrocarbures sera inférieure à 20 milligrammes par litre ,
- . La concentration en matière en suspension sera inférieure à 30 milligrammes par litre
- . La concentration en demande chimique en oxygène sera inférieure à 120 milligrammes par litre,
- . Les deux dernières normes de rejets ne seront plus applicables lorsque les eaux résiduaires seront rejetées dans un réseau d'assainissement muni d'une station d'épuration.

1.4.2 Conditions de rejet

Les points de rejets après traitement des eaux vannes et des eaux usées industrielles seront aménagés pour permettre l'exécution de prélèvements ainsi que la mesure des débits.

1.4.3 Pollutions accidentelles

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, fuite de produit de traitement...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Les eaux susceptibles d'être polluées accidentellement doivent pouvoir être déviées de leur déversement normal et être envoyées vers un bassin de rétention.

Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du Ministère du Commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Une consigne sera établie définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

1.4.4. Aire de lavage des camions

Les eaux résiduaires issues de l'aire de lavage des camions devront obligatoirement transiter par un déshuileur avant leur rejet dans le réseau municipal. Ce déshuileur sera suffisamment dimensionné et régulièrement entretenu.

1.5 PRECAUTIONS CONTRE LES EXPLOSIONS ET L'INCENDIE

1.5.1 Moyens de secours

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services de secours puissent évoluer sans difficulté. Les voies devront avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement..... 3,00 mètres
- rayons de giration.....10,00 mètres
- hauteur libre..... 3,50 mètres
- résistance à la charge..... 13 tonnes par essieu

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- extincteurs de type A.B.C. (ou équivalent) à raison d'un appareil pour 250 m² pour les entrepôts, ateliers, magasins etc...
- extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables,
- extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.

Un minimum de deux extincteurs devront être installés par étage et/ou par atelier, magasin ou entrepôt.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles et de préférence à proximité des issues et des postes de travail. Ils seront tous de type homologué N.F.

L'établissement sera protégé par deux poteaux d'incendie situés de telle manière qu'aucun point des bâtiments ne soit à plus de 150 mètres par les voies naturelles de l'un de ces poteaux. Ces poteaux d'incendie seront de norme NFS 61-213, soit un débit de 1 000 l/mn, une pression de 1 bar et un diamètre de la canalisation d'alimentation de 100 mm.

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel, l'arrêt des machines et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux fréquentés par le personnel.

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution d'équipes d'intervention entraînées.

Il conviendra de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en oeuvre des dispositifs de sécurité. Le matériel de lutte contre l'incendie fera l'objet de vérifications annuelles. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

1.5.2 Installation électrique

L'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, que ces installations soient visées ou non à la nomenclature des installations classées, seront équipées et exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté du Ministre de l'Environnement et du cadre de Vie du 31/03/1980 (J.O. du 30/04/1980 NC) réglementant les installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés sur son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. Le contrôle devra porter sur l'état du matériel et sur son choix. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Les appareils et masses métalliques (machines, manutention, éléments de charpente etc...) devront être mis à la terre et reliés électriquement entre eux par des liaisons équipotentiellles ; la mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art et sera distincte de celle du paratonnerre éventuel ; la valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

Les sources d'éclairage, fixes ou mobiles, situées dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'exploisition, devront être protégées par des enveloppes résistant aux chocs.

1.5.3 Conception et exploitation

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les éléments de construction situés dans des zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu adaptées aux risques d'incendie. En particulier, les éléments porteurs de structures métalliques, devront être protégés de la chaleur lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou pourra compromettre les conditions d'intervention.

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les schémas d'évacuation du personnel seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel. Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans.

Le désenfumage des locaux exposés aux risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200ème de la superficie de ces locaux. L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir être commandée manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique). Ces dispositifs d'ouverture devront être accessibles en permanence.

Les bâtiments et installations comportant des zones présentant des risques d'explosion seront conçus et situés de façon à limiter les effets d'une explosion et en particulier éviter les projections de matériaux ou objets à l'extérieur de l'établissement (évents, surfaces à l'air libre, bardage léger, etc...)

Les organes mécaniques mobiles situés dans des zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés.

En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, maintenance à effectuer par le personnel.

Les installations seront pourvues de dispositif de détection et de signalement d'incident de fonctionnement. Les installations devront être équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté, même exceptionnellement dans les locaux exposés aux poussières, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues ci-après.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Dans les zones présentant des risques importants, les travaux ne seront autorisés qu'après arrêt des équipements de dépoussiérage complet de la zone concernée.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

L'interdiction permanente de fumer devra être affichée dans ces zones.

EXEMPLE DE PERMIS DE FEU

DATE :

Bâtiment :

Etage :

Nature du travail :

Le responsable de la sécurité Incendie donne l'autorisation d'effectuer le travail ci-dessus après avoir procédé à l'examen des lieux et s'être assuré que les précautions indispensables ainsi que les mesures particulières énumérées ci-dessous ont été prises.

Autorisation valable du

au

Signature du responsable de la sécurité Incendie

Travail commencé le :
Travail terminé le :

Signature de l'opérateur :

PRECAUTIONS INDISPENSABLES

* Le bon état du matériel de découpage et de soudage a été vérifié

Précautions à prendre dans un rayon de 10 mètres :

* Le sol a été balayé et dégagé de toute matière combustible

* Les planchers combustibles ont été recouverts par des tôles, des matériaux amiantés, etc...

* Les liquides inflammables ont été éloignés, les autres matières combustibles protégés par des bâches ignifugées ou des écrans métalliques.

* Tous les orifices des murs et du sol ont été obturés

* Des bâches ignifugées ont été suspendues sous le poste de travail.

Surveillance incendie :

* Un extincteur adapté au risque a été déposé à proximité du lieu de travail

* Une ronde sera effectuée 30 minutes après la fin des travaux.

Mesures particulières :
.....
.....
.....
.....

1.6 Elimination des déchets

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976 dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant tiendra à jour un relevé précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination.

1.7 Autres dispositions

1.7.1. Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant devra fournir à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prévues pour le prévenir et pour éviter qu'il ne se reproduise.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'en a pas donné l'autorisation et, s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

1.7.2. Contrôle et analyse

L'Inspecteur des Installations classées pourra demander que des contrôles, des analyses et des prélèvements soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

Il pourra également demander la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

1.7.3. Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.7.4. Sécurité

En fonction de l'évolution des installations et des risques présents dans l'établissement, une mise à jour de l'étude existante sur les dangers que peut présenter l'installation en cas d'accident pourra être demandée par l'Inspecteur des Installations Classées.

1.7.5. Hygiène et sécurité des travailleurs

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) (parties législative et réglementaire) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

II - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ATELIERS DE RECEPTION, TRIAGE, STOCKAGE, BROyage, MELANGE, TRAITEMENT, CONDITIONNEMENT DE PRODUITS

Les appareils à l'intérieur desquels il sera procédé à des manipulations de produits, ainsi que les sources émettrices de poussières (jetées de bande, jetées d'élévateur, trieurs, etc...) devront être conçus, exploités et entretenus de manière à limiter les émissions de poussières dans les ateliers.

Les ateliers, locaux, appareils, etc... exposés aux poussières seront régulièrement nettoyés.

De manière à limiter les risques liés à une éventuelle explosion dans les installations de dépoussiérage, celles-ci seront de préférence situées à l'extérieur des structures rigides de l'installation. Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage seront conçues et calculées de manière à ce qu'il ne puisse pas se produire de dépôts de poussières.

Les produits seront débarrassés des corps étrangers (pierres, métaux, etc...) risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou frottements, le plus tôt possible après leur réception.

L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée, taux d'humidité, etc...) entraîneront pas de perturbation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. La température des produits dans les silos sera contrôlée périodiquement et toute élévation anormale devra pouvoir être signalée rapidement.

III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Les installations de combustion consommeront en une heure une quantité de combustibles représentant en pouvoir calorifique inférieur, moins de 20 mégawatt.

A - Foyers

La construction et les dimensions des foyers devront être prévues en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, poussières ou vésicules indésirables.

La collecte et l'évacuation des cendres et mâchefers se feront sans qu'il puisse en résulter d'émission de poussières ou de bruits gênants pour le voisinage.

B - Conduites d'évacuation des gaz de combustion

La construction et le dimensionnement des conduites d'évacuation devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion ;

La construction des cheminées devra être conforme aux prescriptions des articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 du titre 1er de l'arrêt interministériel du 20 Juin 1975 (J.O. du 31 juillet 1975).

Pour permettre les contrôles des émissions de gaz et de poussières et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées ou conduits d'évacuation devront être pourvus de dispositifs obturables commodément accessibles, à un emplacement permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère.

C - Combustible et conduite de la combustion

Les combustibles à employer devront correspondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'installation. La conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toutes évacuations de gaz ou de poussières et de vésicules susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

D - Entretien

L'entretien de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

E - Cahier de fonctionnement de l'installation de combustion

Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie prévu par les articles 24 et 25 de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 (J.O. du 31 Juillet 1975).

F - Autres prescriptions

L'équipement électrique des installations doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. N.C. du 30 avril 1980).

En outre, pour les installations visées par ces textes, les dispositions de l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques, de l'arrêté interministériel du 5/07/1977 (J.O. du 12 juillet 1977) relatif aux visites et examens périodiques et, le cas échéant de l'instruction du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas d'installations émettant des poussières fines, sont applicables à ces installations.

IV - FRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX DEPOTS DE GAZ COMBUSTIBLES LIQUEFIES EN RESERVOIRS FIXES dont la pression absolue de vapeur, à 15°C est supérieure à 0,1 MPa ou 1013 millibars.

La capacité nominale totale du dépôt sera inférieure à 120 m cubes,

Les réservoirs seront conformes aux prescriptions de la réglementation des appareils à pression de gaz.

Le dépôt doit être facile d'accès. Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large doit être réservé autour de chaque réservoir.

Les réservoirs seront implantés de telle sorte qu'aucun point de leur paroi ne soit à moins de 5 mètres des limites des propriétés appartenant à des tiers.

En outre, les distances minimales d'éloignement suivantes doivent être respectées entre les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage d'un réservoir et différents emplacements.

EMPLACEMENTS	CAPACITE DE DEPOT		
	5 000	15 000	35 000
	à 15 000 kg	à 35 000 kg	à 50 000
1 - Poste de distribution d'hydrocarbure liquide	7,5	7,5	10
2 - Parois d'un réservoir d'hydrocarbure	10	10	20
3 - Ouverture des bâtiments intérieurs à l'établissement autres que ceux utilisés exclusivement par le personnel d'exploitation	6	10	15
4 - Ouverture des habitations, bureaux, ateliers extérieurs à l'établissement	7,5	15	20
5 - Limite la plus proche des voies de communication routières à grande circulation, des routes nationales non classées en route à grande circulation et des chemins départementaux, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations, des voies ferrées autre que celles de desserte de l'établissement et des voies navigables.	6	10	20
6 - Etablissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie suivants : Ets hospitaliers ou de soins, Ets scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, Ets du culte et musées.	15	25	75
7 - Autres Ets de 1ère à 4ème catégorie	10	20	60

Si l'orifice de remplissage est déporté de plus de 4 mètres de la paroi du réservoir, sa distance vis à vis des emplacements 3, 4, 5, peut être ramenée à 2 mètres. L'orifice de remplissage pourra cependant être installé en bordure de la voie publique s'il est enfermé dans un coffret incombustible et verrouillé.

Lorsque le stockage est au plus égal à 15 000 kilogrammes, les distances du tableau ci-dessus peuvent être réduites de moitié, si les réservoirs aériens sont séparés des emplacements concernés par un mur plein incombustible, stable au feu de degré deux heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle de la bouche d'emplissage et de l'orifice de la soupape et dont la longueur est telle que les distances du tableau soient respectées en le contournant.

Cette disposition s'applique également aux distances des parois des réservoirs vis à vis des propriétés appartenant à des tiers.

Les réservoirs fixes doivent en plus des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression, être équipés :

- d'un double clapet antiretour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente)
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage
- d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple d'un clapet antiretour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement montée sur le réservoir
- d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glace ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes des réservoirs doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent) le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

Les réservoirs doivent être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

Lorsque le réservoir est ravitaillé à partir d'une borne de remplissage déportée, celle-ci doit comporter un double clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur.

Cette borne doit être placée de telle manière que les opérations d'emplissage ne puissent gêner les accès et dégagements des bâtiments à usage collectif et, si elle est en bordure de la voie publique, elle doit être enfermée dans un coffret incombustible et verrouillé.

Les réservoirs devront être efficacement protégés contre la corrosion extérieure et, lorsqu'ils sont implantés en plein air, leur peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant.

Si un stockage est formé de plusieurs réservoirs réunis par des tuyauteries, chacun de ces réservoirs devra pouvoir être isolé au moyen de vannes.

Les matériaux constitutifs, les dimensions et les modes d'assemblage des tuyauteries visées ci-dessus ainsi que la tuyauterie reliant éventuellement la borne de remplissage à distance à un ou plusieurs réservoirs doivent être choisis pour assurer avec un coefficient de sécurité suffisant la résistance aux actions mécaniques, physiques et aux actions chimiques dues aux produits transportés. La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries doivent être contrôlées après montage par des moyens appropriés, notamment des épreuves.

Un certificat de ces contrôles et épreuves doit être établi par l'installateur. Ces essais doivent être renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des tuyauteries.

Les matériels électriques placés à moins de 5 mètres des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices non déportés de remplissage des réservoirs doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n° 78-779 du 17 juillet 1978.

Les conducteurs électriques doivent être ceux prévus par la norme NFC 15-100 pour les locaux présentant des dangers d'explosion.

La distance de 5 mètres visée ci-dessus est portée à 7.5 mètres si la capacité du réservoir est supérieure à 15 000 kilogrammes, à 10 mètres si elle est supérieure à 35 000 kilogrammes.

En dehors de cette zone de protection, le matériel d'éclairage doit être d'un degré de protection au moins égal à IP 231 de la norme NFC 20-010.

Les installations électriques devront être entretenues. Elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien. Les justifications de ces contrôles seront portées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.

L'utilisateur doit avoir à la disposition une notice fixant les règles de sécurité relatives à l'exploitation de son installation.

Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses.

Le véhicule ravitailleur doit se placer à au moins 3 mètres de la paroi des réservoirs lorsque ceux-ci sont d'une capacité inférieure ou égale à 15 000 Kilogrammes et à au moins 5 mètres lorsqu'ils sont d'une capacité supérieure,

La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et des canalisations du poste
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

On doit pouvoir disposer à proximité du dépôt de moyens de lutte contre l'incendie en rapport avec l'importance et la nature de l'installation. Ces moyens doivent comporter au minimum pour les réservoirs en plein air :

- stockage inférieur ou égal à 15 000 kilogrammes,
 - * 2 extincteurs à poudre homologués NF MIH 89C,
 - * 1 poste d'eau équipé d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance,
- stockage supérieur à 15 000 kilogrammes
 - * 2 extincteurs à poudre homologués NF MIH 21 A, 233 B et C
 - * 1 système d'arrosage du réservoir (ou un moyen équivalent)

Le matériel doit être tenu en bon état de fonctionnement et les extincteurs périodiquement contrôlés ; la date de ces contrôles doit être enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

L'exploitant doit apposer à proximité du dépôt ou sur le réservoir une plaquette portant le nom et le numéro de téléphone du distributeur et le numéro du centre de secours des sapeurs pompiers.

Les réservoirs en plein air, sous simple abri ou en local ouvert, doivent être implantés au niveau du sol ou en superstructure.

Toutefois, si leur implantation est faite sur un terrain en pente, l'emplacement du stockage doit, sur 25p. 100 au moins de son périmètre, être à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant.

Si le sol au voisinage du stockage présente une déclivité telle qu'en cas d'écoulement massif accidentel le gaz liquéfié puisse atteindre les propriétés appartenant à des tiers, des foyers ou pénétrer dans un égout, toutes dispositions doivent être prises pour y remédier.

Les réservoirs doivent reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux pieds ou supports construits en matériaux MO (incombustibles). Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre doit être laissée libre sous la génératrice ou le pôle inférieur du réservoir.

Les charpentes métalliques supportant un réservoir dont le point le plus bas est situé à plus de 1 mètre du sol ou d'un massif en béton doivent être protégées par au moins 5 centimètres de béton ou autres matériaux ignifugés d'efficacité équivalente. L'enrobage doit être appliqué sur toute la hauteur. Il ne doit cependant pas affecter les soudures de liaison entre le réservoir et la charpente qui le supporte.

Afin d'interdire l'approche du stockage à toute personne étrangère au service, celui-ci doit comporter une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres placée à 2 mètres des parois des réservoirs si la capacité du stockage est inférieure ou égale à 35 000 kilogrammes et, en outre, si la capacité du stockage est supérieure à 7,5 mètres de l'orifice d'évacuation des soupapes.

Cette clôture doit comporter une porte MO (incombustible) s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service.

Elle n'est cependant pas exigée si le stockage est implanté dans un établissement lui-même entièrement clôturé. Dans ce cas, les organes de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité doivent être placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

Les abords du stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tout déchet combustible. L'emplacement du stockage doit en outre être soigneusement désherbé ; l'emploi de désherbant chloraté est interdit.

V - PRESRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX COMPOSANTS, APPAREILS ET MATERIELS IMPREGNES EN EXPLOITATION (OU EN DECHARGE) CONTENANT PLUS DE 30 LITRES DE POLYCHLOROBIPHENYLES OU DE POLYCHLOROTERPHENYLES

- 1°) Tout produit, substance ou appareil contenant des P.C.B. ou P.C.T. est soumis aux dispositions ci-après dès lors que la teneur en P.C.B. ou P.C.T. dépasse 100 milligrammes/kilogramme (ou ppm = partie par million) ; sont notamment visés les appareils électriques tels que transformateurs, condensateurs en service ou de recharge, en dépôt, et leur entretien ou réparation sur place (n'impliquant pas de décuverage de l'appareil)

2°) Le matériel sera situé et installé conformément au plan joint à la déclaration de l'installation

3°) Tous les dépôts de produits polluants et appareils imprégnés de P.C.B. ou P.C.T doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements, dont la capacité sera supérieure ou égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus gros contenant
- 50 p. 100 du volume total stocké.

Pour les installations existantes ne faisant pas l'objet de modification, le système de rétention existant peut être maintenu s'il est étanche et que son débordement n'est pas susceptible de rejoindre directement le milieu naturel ou un réseau collectif d'assainissement.

Cette prescription ne s'applique pas aux condensateurs imprégnés de P.C.B. non susceptible de s'écouler en cas de rupture de l'enveloppe.

4°) Tout appareil contenant des P.C.B. ou P.C.T. devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

5°) Une vérification périodique visuelle tous les ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

6°) L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de P.C.B. ou P.C.T. ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé P.C.B. ou P.C.T., il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

En cas de difficultés particulières notamment pour les installations existantes nécessitant une telle accumulation, une paroi coupe-feu de degré 2 heures doit être interposée (planchers hauts, parois verticales); les dispositifs de communications éventuels avec d'autres locaux doivent être coupe-feu de degré 1 heure. L'ouverture se faisant vers la sortie, les portes seront munies de ferme porte.

- 7°) Des mesures préventives doivent être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques (une des principales causes de tels accidents est un défaut de protection électrique individuelle en amont ou en aval de l'appareil. Ainsi, une surpression interne au matériel, provoquée notamment par un défaut électrique, peut produire une brèche favorisant une dispersion de P.C.B. : il faut alors éviter la formation d'un arc déclenchant un feu). Les matériels électriques contenant du P.C.B. ou P.C.T. devront être conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes devront être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

a) Cas des installations nouvelles :

L'exploitant prendra toutes dispositions constructives du local pour que des vapeurs, accidentellement émises par le diélectrique, ne puissent pas pénétrer dans des locaux d'habitation ou de bureau. En particulier, elles ne doivent pas atteindre des conduits de vide-ordures ou d'aération et des gaines techniques, qui ne seraient pas utilisés exclusivement pour ce local technique.

Les gaines techniques propres au local doivent être équipées, à l'entrée des liaisons, d'un tampon étanche et résistant à la surpression, lorsqu'elles donnent accès vers d'autres locaux, tels que cités ci-dessus.

En particulier, lorsque le local est accessible à partir d'un espace privatif clos, donnant lui-même sur les endroits ou conduits cités plus haut, la porte correspondante devra être étanche et résister à cette surpression.

b) Cas des installations existantes

Les dispositions prévues à l'article 6 étant respectées, s'il existe un système de protection individuelle sur le matériel aux P.C.B. interdisant tout réenclenchement automatique à la suite d'un défaut, les dispositions constructives du local indiquées au paragraphe "a" ne s'appliquent pas. Si tel n'est pas le cas, la modification du dispositif de protection de l'appareil est nécessaire.

A titre d'illustration, pour les transformateurs classés P.C.B., on considère que la protection est assurée notamment par la mise en oeuvre d'une des dispositions suivantes :

- protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance
- mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau de diélectrique.

8°) Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage) souillés de P.C.B. ou P.C.T. seront stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et, en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant sera en mesure d'en justifier à tout moment.

Les déchets souillés à plus de 100 ppm seront éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules P.C.B. et P.C.T.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 100 ppm, l'exploitant justifiera les filières d'élimination envisagées (transfert vers une décharge pour déchets industriels, confinement).

9°) En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des P.C.B., la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux P.C.B., l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollutions ou de nuisances liés à ces opérations.

Il devra notamment éviter :

- les écoulements de P.C.B. ou P.C.T. (débordements, rupture de flexible)
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique
- le contact du P.C.B. ou P.C.T. avec une flamme.

Ces opérations seront réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les P.C.B. - P.C.T.) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manoeuvre, flexible en mauvais état, etc...). Les déchets souillés de P.C.B. ou P.C.T. éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées à l'article 8.

10°) En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant prévient l'Inspecteur des installations classées, lui précisera, le cas échéant,

ARTICLE 4 - La présente autorisation est délivrée à titre personnel, tout changement d'exploitant donne lieu à déclaration dans le mois qui suit cette cession, il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Le déplacement de l'installation par l'exploitant donne lieu à une nouvelle autorisation.

ARTICLE 5 - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 6 - L'exploitant est tenu de permettre l'accès de son établissement aux Inspecteurs des installations classées pour toute visite qu'ils solliciteront.

ARTICLE 7 - Code du travail

L'exploitant doit se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées au Titre III, Livre II du Code du travail, et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail. L'Inspection du travail est chargée de l'application du présent article.

ARTICLE 8 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 9 - Délai et voies par recours

Les dispositions prises en application de la loi n° 76.663 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commencent à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 10 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de

l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Romans sur Isère et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 11 - L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 12 - En cas de cessation définitive d'activité, l'exploitant doit en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit cette cessation.

Il est tenu, en outre, de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou des troubles mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

ARTICLE 13 - Exécution et ampliation

M. le Secrétaire général de la Préfecture de la Drôme, les Maires de Crest, Aoste sur Sye, Divajeu, Chabrillan, Eurre, Crest, Vaunaneys la Rochette, l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- MM. les Maires de Crest, Aoste Sur Sye, Divajeu, Chabrillan, Eurre, Crest, Vaunaneys La Rochette
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Valence,
- M. le Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales, Valence,
- M. le Directeur départemental de l'Equipement, Valence,
- M. le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours, Valence,
- M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricole, Valence,
- M. le Chef du Service interministériel des Affaires civiles et économique de Défense et de la Protection civile, Valence,
- M. le Chef de la Section Domaine de la SNCF, Lyon,

- M. le ministre de l'Agriculture et de la Forêt (Direction de la Production et des Echanges) Paris,
- M. le Directeur de l'UCAB, Crest.

Fait à Valence, le 13 NOV. 1990

Le Préfet,

Par Délégation
Le Secrétaire Général,

Patrice MOLLE

L'Adjoint au Chef de Bureau

Françoise ROUX

Jacqueline HEMON